



**mouvement  
écologique**

## Modification de la loi sur la protection de la nature :

Mettre la loi en phase avec la pratique et la rendre plus efficace afin d'augmenter l'acceptation de la protection de la nature !

### **Position du Mouvement Écologique face au projet de loi 7477 « portant modification de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles »**

En 2018, le Luxembourg s'est doté d'une nouvelle loi sur la protection de la nature qui comprend des modifications très importantes. Le statut de protection des espèces et habitats européens a été notamment transposé de manière plus transparente en droit national et une première tentative a été réalisée afin d'améliorer les compensations pour les interventions dans la nature en introduisant les pools de compensation. Aujourd'hui, – au bout de deux ans – il est prévu d'apporter des révisions ponctuelles à cette loi, sachant que le Ministère de l'Environnement entend plutôt opérer des améliorations techniques, respectivement des adaptations sur la base de jugements récents.

### **Apporter des améliorations fondamentales pour une plus grande acceptation, pour moins de bureaucratie et pour une meilleure protection**

Le Mouvement Écologique ne s'attend pas à une révision fondamentale de la loi, mais il estime **qu'il est indispensable de remédier aux lacunes de cette-dernière, puisque celles-ci donnent naissance à des problèmes d'acceptation auprès de larges couches de la population, ou entraînent un prolongement inutile de procédure, ou encore ne favorisent la protection des espèces et de la biodiversité !**

Le Mouvement Écologique constate, d'une part, que l'acceptation de la protection de la nature est tombée à son niveau le plus bas depuis des décennies, en raison d'une communication lacunaire ou absente, d'incohérences dans les autorisations accordées, de procédures excessives et de restrictions exagérées en cas d'intervention mineure. D'autre part, il est inacceptable aux yeux du Mouvement Écologique que la destruction illégale de biotopes se poursuive sans relâche et sans sanctions de toute évidence, en dépit de l'existence d'une loi de protection de la nature.

Ceci étant, nous ne devons pas fermer les yeux sur le fait que l'état de la nature s'est encore détérioré au cours des 6 dernières années (\*). Sans revirement de tendance, le Luxembourg risque une nouvelle perte importante de sa biodiversité et, dans un avenir proche, un recours devant la Cour de justice européenne pour non-respect de la directive « Faune-Flore-Habitat » ainsi que de la directive « Oiseaux ».

### **Des améliorations concrètes au texte de loi actuel s'imposent !**

Le Mouvement Écologique estime qu'il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux: les mesures qui s'imposent sont notamment la légalisation progressive du **cadastre des biotopes**, la mise en place d'un **statut de protection des espèces menacées conformément à la législation de l'UE**, l'introduction du concept de la « **nature temporaire** » en milieu bâti ainsi qu'une **plus grande implication des communes**. Au-delà, le MECO revendique des mesures de réduction de la pollution lumineuse, une plus grande transparence en ce qui concerne **l'octroi d'autorisations de protection de la nature**, ainsi que le droit - pour les organisations de protection de la nature – de revendiquer **l'application des jugements prononcés**.

### **Mettre l'accent sur la réforme du système de compensation et sur la protection de la nature au niveau communal**

Aux yeux du Mouvement Écologique, surtout le **système de compensation** en cas d'intervention dans la nature devra faire l'objet d'une réforme urgente. Le système en place pose en effet de nombreux problèmes: au lieu de compenser concrètement et réellement des interventions, il suffit à l'heure actuelle de verser de l'argent dans un fonds (la compensation ne sera réalisée en fait que dans quelques années). Avec le résultat que la nature continue son déclin, la perte de la biodiversité va en s'aggravant ... et, dans de nombreux endroits, la qualité de vie se dégrade. Le comble, c'est que le système actuel encourage carrément la destruction de la nature dans les agglomérations à forte pression urbaine, tout en stimulant parallèlement la compensation de cette perte dans les communes rurales. Une situation pour le moins absurde ! La nature (et donc aussi la qualité de vie) devrait pourtant être préservée là où (selon la situation) elle est beaucoup moins présente et plus fragile ! Or, (hormis quelques mesures spécifiques) la loi n'impose a priori ni de compenser des pertes en termes de nature dans les lieux où ces pertes ont été occasionnées (c'est-à-dire dans la commune même ou encore dans une commune voisine), ni – à défaut de zones de compensation définies - dans des lieux où cette compensation serait utile et réalisable puisqu'il n'y existe le cas échéant pas de zones régionales spécialement désignées.

Aujourd'hui, la plupart des communes fait partie d'un syndicat de protection de la nature ou d'un syndicat pour l'aménagement et la gestion d'un parc naturel. Les conditions sont donc réunies pour **impliquer plus systématiquement les communes en tant que partenaires dans le domaine de la protection de la nature**, afin que les multiples travaux puissent être assurés en coopération directe avec les communes. C'est pourquoi il convient de retenir des règles plus claires dans la répartition des tâches entre l'Etat et les communes et de renforcer l'approche de «partenariat» entre les acteurs, en particulier entre l'État et les communes respectivement les syndicats de communes.

Le Mouvement Écologique a transmis ses suggestions détaillées aux acteurs responsables et ose espérer que les améliorations proposées seront retenues dans le cadre de la révision de la loi sur la protection de la nature et des ressources naturelles. Ceci dans l'intérêt de la biodiversité et de la qualité de vie qui profite à l'ensemble de nos concitoyen/nés.

(\*) cfr « Reporting 2019 », le rapport du Luxembourg à l'adresse de l'UE sur l'état des espèces et habitats protégés au niveau européen.